**DECLARATION DES PARTIS POLITIQUES D’OPPOSITIONS ET DES SOCIETES CIVILES AFRICAINES SUR L’EPIDEMIE DES REVISIONS ET/OU DE CHANGEMENT DES CONSTITUTIONS QUI SEVIT ACTUELLENT EN AFRIQUE**

**Paris, 14 novembre  2014**

Dans le cadre des échanges d'expériences entre les oppositions africaines en matière de lutte pour le respect de l’ordre constitutionnel en Afrique, des représentants des oppositions du Gabon, du Sénégal, de la République démocratique du Congo, de la République du Congo, du Burundi, de la Guinéé Equatoriale et de la République Centrafricaine, se sont réunis à Paris, le 14 novembre 2014.

       Intervenant après le tsunami de Ouagadougou, cette réunion panafricaine a adressé ses chaleureuses félicitations au peuple, aux partis politiques de l’opposition et à la société civile burkinabé qui, en chassant du pouvoir, l’un des vecteurs les plus pernicieux de l’épidémie des révisions et/ou des changements de Constitution en Afrique, ont inauguré la fin de l’époque des gouvernements éternels et sonné le glas à la volonté maladive de certains chefs d’Etat africains, en fin de mandats constitutionnels, de réviser ou de changer les Constitutions de leurs pays, pour se maintenir à vie au pouvoir. L’expérience burkinabé constitue désormais un exemple pour l’Afrique entière.

    Dans une Afrique où l'hyper richesse insolente de la classe minoritaire au pouvoir côtoie l’extrême pauvreté du plus grand nombre, l'alternance   démocratique et pacifique constitue le passage obligé pour sortir les populations de leurs souffrances. Cette alternance démocratique requiert entre autres:

                       -  le respect des constitutions en place, tout particulièrement, le strict respect de la limitation des mandats des présidents de la République;

                       - l'organisations d'élections libres, transparentes et crédibles, sur la base de critères internationaux, par des commissions électorales véritablements indépendantes et composées de façon paritaire de représentants des mouvances présidentielles et des représentants des mouvances oppositionnelles;

                       -  le respect scrupuleux du caractère républicain des armées nationales.

  L’obsession de certains chefs d’Etat africains de vouloir  s'éterniser au pouvoir est une problématique   aujourd'hui dépassée qui a conduit l'Afrique dans l'impasse. C'est en cela que les évenements du Burkina Faso marquent la fin d'une époque, la fin d'un modèle qui a échoué en Afrique. Le temps est venu de promouvoir dans chaque pays africain une alternance démocratique et pacifique et une nouvelle gourvernance, articulée sur les valeurs de démocratie, d’Etat de droit, de respect des droits humains, de solidarité et de véritable justice sociale.

Les participants à la réunion de Paris appellent la communauté internationale à soutenir les peuples africains dans cette marche vers les idéaux de démocratie, de paix véritable, de justice et de respect des règles établies en matière de bonne gouvernance et de développement.

     Les participants à la réunion de Paris ont enfin exprimé leur ferme volonté de raffermir leurs relations, renforcer leurs attaches avec les forces populaires, patriotiques et républicaines de leurs pays respectifs et veiller à ce que les conclusions de leur rencontre de Paris soient porteuses   d'espérance pour leurs peuples. Ils ont prévu de se  retrouver selon une périodicité convenue d'accordparties.

      Un groupe de contact des oppositions africaines et un Comité de suivi des  conclusions des rencontres ont été   crées.

                                         Fait    à  Paris  le   14  novembre  2014

Pour

La  République  Démocratique  du Congo: Mr GABRIEL MAINDO, Mr FREDDY KITA BUKUSU (secrétaire général de la démocratie chrétienne), Honorable SAY BADIBANGA, président du groupe parlementaire UDPS;

La  République   du  Congo : Mr MATHIAS DZON,Président de l’Alliance pour la République et la Démocratie (ARD);

La République du Burundi: Mr PANCARE CIMPAYE, Mr ABDOUL DJUMA

La République du Gabon: Mr JEAN AIME MOUKETOU;

La  République   centrafricaine: Mr GASTON KONGBRE.

La République du Sénégal : Mr SIDI FAL

La République de la Guinée Equatoriale : Mr RAIMUNDO ELA SANG